

FEMINIST →

ACTION NEXUS

for Economic and Climate Justice

CONCEPT ET DEMANDES CLÉS

Nexus Action féministe pour la
justice économique et climatique

Le néolibéralisme, le patriarcat, le suprémacisme blanc et le colonialisme sont des structures et des facteurs systémiques d'oppression des femmes qui se renforcent et se consolident au détriment de l'égalité et de la justice. Axé sur la concentration du pouvoir et défendant l'impératif des profits privés et des « solutions basées sur le marché », notre ordre mondial actuel subjugué activement la majorité de la population mondiale, particulièrement les femmes, les filles et les personnes issues de la diversité sexuelle. Le capitalisme patriarcal basé sur les combustibles fossiles et alimenté par l'extraction a également créé directement la crise climatique, exploitant et abusant à la fois de la nature et du travail des femmes, des filles et des personnes issues de la diversité sexuelle tout en continuant à entraver les tentatives visant à faire progresser l'équité et la justice dans des

contextes nationaux et internationaux.

Des pertes de revenus généralisées dues à des flux financiers illicites, au service de la dette et à des accords commerciaux inéquitables, y compris à des accords de protection des investisseurs injustes, incitent les gouvernements à avoir recours à des taxes indirectes basées sur la consommation qui ont un impact disproportionné sur les femmes et les personnes à faibles revenus. En même temps, des décennies de mesures d'austérité néolibérales ont occasionné des infrastructures et des services publics squelettiques voire inexistantes. Le travail de soin généralement fourni par les femmes subventionne cet échec de l'État, sans être reconnu comme une contribution cruciale à l'économie mondiale selon notre compréhension actuelle.

Une transformation systémique et structurelle de notre gouvernance et de nos systèmes économiques mondiaux est donc nécessaire afin de nous mener vers un nouveau paradigme fondé sur un pacte vert mondial féministe et décolonial.

La vision d'un pacte vert mondial féministe et décolonial comprend un programme de justice économique large visant à créer une planète équitable, paisible et saine pour tous. Reconnaisant l'interdépendance des flux climatiques, humains, commerciaux et de capitaux, ce cadre résiste aux inégalités construites socialement et fondées sur la race, le genre, la classe, la caste, l'âge, la sexualité et les compétences qui sous-tendent les structures coloniales, néolibérales et capitalistes. Un pacte vert mondial féministe et décolonial a pour objectif de réaliser une transformation structurelle des architectures financières et commerciales internationales pour éradiquer la pauvreté tout en garantissant la viabilité écologique. Cela inclut le fait d'affronter et de démanteler les structures et systèmes reliant le commerce, la taxation, la dette et plus généralement les processus macroéconomiques qui affaiblissent la mobilisation des ressources nationales et questionnent la capacité des gouvernements à fournir des services publics de qualité, tenant compte du genre et respectant les droits humains et à financer l'action climatique, entre autres priorités nationales.

Alors que le monde continue à faire face à la pandémie de COVID-19, à la guerre, aux conflits et aux crises climatiques et environnementales généralisées, qui ont toutes des impacts disproportionnés sur les femmes, les filles et les personnes issues de la diversité

sexuelle, un changement vers un nouveau paradigme est requis de toute urgence. En 2021, un groupe de militant·e·s féministes de la société civile œuvrant pour faire advenir la justice économique et climatique au niveau mondial s'est rassemblé dans un « nexus d'action », formé autour de deux coalitions d'action du Forum Génération Égalité. Ce groupe est dirigé par quatre partenaires clés qui agissent également comme des co-leaders issus de la société civile pour les coalitions d'actions sur la justice économique et climatique : l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), le groupe de travail des femmes sur le financement du développement (WWG-FFD), le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) et l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA).

Maintenant connue sous le nom de **Nexus Action féministe pour la justice économique et climatique**, cette coalition informelle est guidée par les objectifs, principes et demandes clés présentés ci-dessous. Sur cette base, les co-organisateur·rice·s encouragent les organisations de la société civile et les individus partageant les mêmes idées à nous rejoindre pour influencer les différentes enceintes de la scène politique internationale et promouvoir notre programme collectif pour la justice féministe, économique et climatique.

Pour recevoir des nouvelles sur le travail du Nexus Action, veuillez vous inscrire bit.ly/ActionNexus.

PRINCIPES DIRECTEURS DU NEXUS ACTION

- La primauté, l'indivisibilité et la non-négociabilité des droits humains pour tous (y compris les droits humains et les droits du travail des femmes).
- La responsabilité en matière de droits humains et d'obligations environnementales et la réparation des violations de ces droits et obligations.
- Une transition juste et équitable, se concentrant sur les besoins des communautés.
- L'intersectionnalité englobant un large programme visant à assurer l'accessibilité, redistribuer la richesse, le pouvoir et les ressources, se concentrer sur les voix des personnes les plus marginalisées et rendre le pouvoir au peuple.
- La résistance à l'accaparement par les entreprises et à la dépendance croissante des systèmes nationaux et multilatéraux au secteur privé considéré comme la référence absolue. Nous donnons la priorité à une approche centrée sur les peuples et la planète plutôt que sur les profits, contestant les systèmes oppressifs, portant un changement structurel et promouvant l'égalité et la justice.

OBJECTIFS

Le Nexus Action vise à :

- promouvoir la vision d'un pacte vert féministe et décolonial permettant de s'orienter vers des économies régénératrices œuvrant à prendre soin des personnes et de la planète et garantissant le respect des droits des femmes et une planète saine et paisible pour tous ;
- présenter des recommandations afin de remédier à de multiples asymétries au sein du système de la gouvernance mondiale, de poursuivre des alternatives à l'idéologie économique néolibérale, de contester le pouvoir, en particulier celui des pays du Nord et des entreprises multinationales riches et puissantes et de réparer les fuites actuelles et passées de richesses, de ressources et de connaissances dues au colonialisme et au néolibéralisme et
- construire un large programme de plaidoyer pour la justice économique et climatique féministe, en se focalisant sur le leadership des femmes, des filles et des personnes issues de la diversité sexuelle des pays du Sud pour exercer une influence en faveur de la justice économique et climatique au sein des espaces politiques mondiaux clés, y compris par une représentation officielle dans des délégations, et pour établir des liens entre les mouvements et les régions.

DEMANDES POLITIQUES

1

Transformer les systèmes économiques mondiaux et nationaux pour permettre une transition juste et équitable vers une nouvelle économie verte féministe et décoloniale :

- S'attaquer à des modèles de consommation et de production non durables basés sur l'exploitation, passant de la privatisation et de la marchandisation de la nature à un état d'esprit axé sur la décroissance et fondé sur une utilisation des ressources et une production équitables et durables.
- Promouvoir des alternatives au PIB pour mesurer la qualité de la vie et le bien-être plutôt que la production.
- Cesser les investissements dans les combustibles fossiles, les systèmes carcéraux et militaires, réguler le secteur financier et rediriger les budgets pour investir dans le soin et dans une reprise équitable suite à la pandémie de COVID-19.
- Mettre fin à l'austérité et s'engager à accroître les investissements dans la reprise économique, des services publics complets et une protection sociale afin de mettre en œuvre les droits humains et de sauvegarder les biens publics.
- Garantir un travail décent, en particulier pour les femmes et les filles travaillant dans le secteur informel, et remédier à l'exclusion et à l'exploitation des travailleurs affectés et de ceux dont les moyens de subsistance ont déjà été perturbés par le changement climatique à travers une co-création technologique et la formation.
- Mettre en œuvre des actions de réparation du racisme institutionnalisé et des préjudices climatiques afin de faire progresser la justice économique, climatique et raciale à travers des engagements de non-répétition, de restitution, d'indemnisation, de réhabilitation et de satisfaction des demandes.

Sites : ONU, niveau national

2

Restructurer le système commercial mondial pour permettre aux petits producteurs locaux de prospérer.

- Diversifier les économies et les chaînes de valeur existantes en encourageant moins la chaîne de valeur mondiale et en promouvant plutôt la production domestique et locale et les coopératives qui la soutiennent ainsi que les petites entreprises artisanales afin de transformer le modèle de développement axé sur les exportations prédominant dans les pays du Sud.
- Éradiquer la dépendance économique aux combustibles fossiles, à l'exploitation minière et à d'autres industries extractives néfastes et réduire la contribution du commerce mondial en matière d'émissions de carbone.

- Refléter et opérationnaliser un traitement spécial et différencié pour les pays en développement dans le cadre des accords commerciaux internationaux.
- Démanteler le système actuel de protection des investisseurs et de règlement des différends et promouvoir la transparence et l'intérêt public plutôt que la primauté des profits des investisseurs étrangers.
- Réformer les règles commerciales qui régissent les droits de propriété intellectuelle, entérinant un nouveau système qui encourage le partage et le transfert de connaissances, soutient la mise à disposition de médicaments génériques peu coûteux et évite la mauvaise utilisation des brevets pour s'approprier ou porter atteinte aux connaissances traditionnelles et aux pratiques culturelles comme la préservation, l'échange et la production de semences.
 - > Cela comprend le fait de convenir immédiatement d'une dérogation concernant les ADPIC pour permettre la production locale de vaccins et de traitements et pour mettre fin de toute urgence à l'inégalité en matière de vaccins qui prolonge et accroît l'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les femmes, les filles et les personnes issues de la diversité sexuelle des pays du Sud.
- S'assurer du transfert de technologies visant à faire face au changement climatique et respectueuses de l'environnement vers les pays en développement afin d'aider leur mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national conformément à l'Accord de Paris et de les soutenir dans leur transition vers un développement durable plus équitable et juste sur le plan écologique.

Site: OMC

3

Redistribuer la richesse et les ressources à travers un système fiscal mondial progressif et équitable pour permettre aux gouvernements de mobiliser des ressources nationales et d'investir dans la fourniture de services publics et dans l'action climatique.

- Élaborer une architecture fiscale mondiale juste et équitable à travers une convention fiscale des Nations Unies universelle et intergouvernementale assortie d'engagements contraignants (et non par le biais d'espaces non démocratiques et non responsables comme le G7 et l'OCDE).
- Mettre fin aux flux financiers illicites, y compris aux infractions fiscales transfrontalières, lutter contre les paradis fiscaux et mettre un terme au système de « nivellement par le bas » des avantages fiscaux (y compris en exigeant un *reporting* pays par pays et la divulgation publique de la propriété effective, entre autres mesures).
- Mettre en œuvre des politiques de relance budgétaire expansionnistes anticycliques et réformer les systèmes fiscaux pour qu'ils soient progressifs et tiennent compte du genre, par une taxation accrue et plus rigoureuse de la richesse, des actifs et des héritages ; réduire la dépendance aux ventes et aux taxes de consommation qui

placent un fardeau disproportionné sur les personnes pauvres ; augmenter le taux d'imposition marginal sur les revenus des personnes les plus fortunées et sur les entreprises et mettre fin aux avantages fiscaux pour les entreprises multinationales. (Voir le [cadre d'action de la ville de Mexico pour Pékin+25](#))

Site : Nations Unies (au lieu de l'OCDE)

4

Mettre fin à la crise de la dette souveraine et promouvoir la justice en matière de dette. Rediriger les ressources publiques pour qu'elles ne servent plus des emprunts prédateurs, illégitimes et coloniaux mais soient réorientées vers l'action climatique et les services publics tenant compte du genre pour réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré et survivre à la pandémie de COVID-19.

- Adopter un nouveau mécanisme multilatéral pour l'annulation et la renégociation de la dette souveraine sous les auspices des Nations Unies afin d'aider les États à restructurer ou à annuler les dettes dues à tous les créanciers de manière équitable et transparente. La restructuration et l'annulation de cette dette devraient être basées sur des évaluations de la viabilité de la dette qui intègrent de manière significative des études d'impact sur les financements climatiques, l'égalité des sexes et les droits humains.
- Annuler de manière inconditionnelle la dette extérieure publique pendant au moins les quatre prochaines années afin de permettre aux pays du Sud de faire face à la pandémie de COVID-19 et de financer l'action climatique et l'Agenda 2030.
- Harmoniser l'annulation et la renégociation de la dette afin de répondre au besoin de réparations climatiques liées aux émissions de carbone historiques et aux pertes et préjudices engendrés et adapter les financements climatiques devant être fournis par les pays développés dans des proportions justes.

Site : Nations Unies (au lieu du G20)

5

Démocratiser l'architecture économique et financière mondiale pour promouvoir une solidarité mondiale et une ambition collective pour remédier aux crises mondiales.

- Réformer les structures de gouvernance économique mondiales fondées sur les inégalités et le pouvoir de l'époque coloniale, particulièrement le FMI et la Banque mondiale, afin de garantir une participation équitable des pays du Sud dans la prise de décision.
- Promouvoir un processus de décision participatif et les actions de réparation dans les activités et les stratégies des banques multilatérales de développement afin de les aligner sur les priorités et les besoins des communautés locales.

- Restaurer le rôle des Nations Unies dans la prise de décision concernant les problèmes macroéconomiques de la dette, des taxes et du commerce ainsi que les problèmes émergents tels que la digitalisation et la gouvernance d'Internet.
- Mettre fin à l'extension des emprunts conditionnels qui promeuvent l'austérité et se tourner vers des subventions visant le bien-être social domestique et la fourniture de biens et de services publics. ([Collectif féministe COVID-19](#))
- Rappeler le devoir et l'obligation de l'ONU de promouvoir les droits humains et la liberté fondamentale pour tous. D'autres objectifs comme la croissance économique ne peuvent pas l'emporter sur le respect des droits humains et la recherche de la justice économique et climatique.

Sites : ONU, FMI, Banque mondiale (au lieu du G7/G20)

6

Mettre fin à l'influence des entreprises et à leur accaparement des biens publics mondiaux et de la fourniture de services en se centrant sur les droits humains et la responsabilité des capitaux privés.

- Limiter le pouvoir des entreprises au sein de la gouvernance économique mondiale et exiger des entreprises qu'elles remplissent leurs obligations extraterritoriales, y compris en renforçant les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et en adoptant un traité international juridiquement contraignant réglementant les entreprises multinationales en matière de droits humains et de responsabilité.
- Exiger et mettre en œuvre des études d'impact préalables et périodiques en matière de droits humains, d'environnement et de genre de toutes les politiques économiques, des financements privés et des accords commerciaux et d'investissements ; réviser ou mettre fin à toutes les activités économiques ou à tous les accords incompatibles ou préjudiciables aux droits humains et à l'environnement.
- Mettre un terme à l'accaparement des terres et de l'eau, garantir le consentement préalable, libre et éclairé et soutenir les pratiques agricoles et la gestion des connaissances traditionnelles des femmes et des peuples autochtones, y compris par le partage gratuit des semences et une plus grande réglementation de l'agro-industrie.
- Arrêter immédiatement le soutien aux technologies non prouvées et à haut risque comme la géoingénierie, la capture et le stockage du carbone, le nucléaire, les grandes centrales hydroélectriques et géothermiques, la transformation des déchets en énergie et d'autres propositions néfastes, déconstruire les narratifs et mettre fin aux aides financières aux fausses « solutions » à la crise climatique, en particulier en ce qui concerne le Net Zéro et les « solutions fondées sur la nature ».
- Mettre en œuvre une réglementation mondiale et nationale des transactions du système financier afin de limiter la spéculation et de faire cesser la volatilité des devises et des prix des actifs.

7

S'assurer que tous les **financements climatiques soient justes en matière de genre**, afin de mettre en œuvre des solutions féministes à la crise climatique qui privilégient des réductions d'émissions immédiates, une transition juste et équitable et un travail décent pour tous, des approches basées sur les écosystèmes et la réparation des pertes et préjudices.

- Afin de respecter les obligations historiques, fournir un financement climatique prévisible, adéquat, transparent et responsable prenant la forme de subventions plutôt que de prêts. Cela doit inclure le provisionnement, par les pays développés, d'au moins 100 milliards de dollars de financements climatiques par an sous forme de subventions, dont au moins 50 % sont alloués à l'adaptation et à de nouveaux financements supplémentaires pour l'adaptation, l'atténuation et les pertes et préjudices.
- Soutenir et reconstituer les fonds multilatéraux pour le climat au service de l'Accord de Paris – le Fonds d'adaptation, le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial – et défendre un processus de décision démocratique, inclusif et participatif et un fonctionnement transparent centré sur l'égalité des sexes et les droits humains, y compris l'impératif du consentement préalable, libre et éclairé pour les peuples autochtones.
- Créer un dispositif de financement spécifique pour remédier aux pertes et préjudices et opérationnaliser une structure de gouvernance claire, y compris à travers le réseau de Santiago pour la prise en compte des pertes et préjudices.
- Mettre en œuvre de nouveaux mécanismes de prestation tenant compte du genre afin de soutenir un accès direct à la finance climatique pour les organisations de femmes au niveau local, les peuples autochtones et les communautés locales ainsi qu'un suivi équitable et transparent des flux de financement afin de renforcer la capacité d'adaptation et la résilience des communautés à travers l'application des droits, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs.

SOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

Action Nexus (2021): [A Feminist Agenda for People and Planet: Principles and Recommendations for a Global Feminist Economic Justice Agenda.](#)
par Diyana Yahaya.

Action Nexus (2021): [A Feminist and Decolonial Global Green New Deal: Principles, Paradigms, and Systemic Transformations.](#) par Bhumika Muchhala.

Action Nexus (2021): [Feminist Principles: The Private Sector and Multilateralism.](#)
par Sanam Amin.

Feminist COVID-19 Collective (2020): [Principles](#) and [Toolkit](#)

Feminist Coalition for a Green New Deal (2019): [Principles](#)

Regions Refocus et al (2019): [“Women Radically Transforming a World in Crisis”: A framework for Beijing+25 shaped at a strategy meeting of feminist activists, Mexico City, 22-24 August 2019.](#)

Women’s Environment and Development Organization (WEDO), Women Engage for a Common Future (WECF), Heinrich Böll Stiftung Washington D.C., and Equidad de Genero: Ciudadania, Trabajo y Familia (2020). [Feminist Finance Brief: A Brief for the Finance in Common Summit.](#)